

EDITORIAL



Par Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALIM

## DES SYNERGIES POUR RÉUSSIR ENSEMBLE

Eurêka s'était écrié le chercheur qui exprimait son émotion pour avoir fait une découverte au moment où il était presque désespéré. Au PPAO-Togo, nous dirions Synergie !... Page :2

VULGARISATION ET CONSEILS AGRICOLES PAR LES TIC : *le Togo à l'école du Ghana*



Le thème de l'édition - Avril 2013

# ASSURER LES BASES D'UNE RÉVOLUTION VERTE AU TOGO



Edition d'Avril 2013

A VENIR .... DU 15 AU 26 AVRIL 2013

## MISSION DE SUPERVISION DE LA BANQUE MONDIALE AU TOGO

«L'objectif de cette mission est de faire le point de l'état de mise en œuvre des projets du PNIASA financés par la Banque Mondiale. Il s'agit du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA), le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture du Togo (PADAT) et le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO -Togo).» ... Page : 26



A lire aussi...

## LE GENRE

DANS LA DYNAMIQUE DU PPAO-Togo

**Former pour améliorer les performances**  
**Zoom sur les réalisations tangibles du projet**

## INTERVIEW SPECIALE

Avec Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALIM

**LE PPAO-TOGO : un projet d'avenir.**  
«Le PPAO est un projet innovant qui prend en compte les préoccupations majeures des acteurs de la chaîne de production agricole au Togo.» Page : 8

## PAROLE AUX ACTEURS - INTERVIEWS



Dr. Azouma Yaovi O

« Si nous mettons en synergie toutes nos potentialités, nous pouvons booster la production agricole et assurer la sécurité alimentaire au Togo ».



Dr. Kpemoula K. E.

« Je déplore la manière dont les producteurs agricoles adoptent les technologies. Les itinéraires ne sont pas respectés... »

## VOS INFOS SONORES



### NOTRE MISSION

DÉVELOPPER ET DIFFUSER LES TECHNOLOGIES POUR BOOSTER LA PRODUCTIVITÉ, LA CROISSANCE AGRICOLE ET ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



## DES SYNERGIES POUR RÉUSSIR ENSEMBLE

Par Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALIMI

**E**urêka s'était écrié le chercheur qui exprimait son émotion pour avoir fait une découverte au moment où il était presque désespéré. Au PPAAO-Togo, nous dirions *Synergie* !

Oui, synergie pour avoir compris très tôt que pour développer l'agriculture togolaise, nous avons besoin de mettre nos efforts en commun, dans une approche complémentaire et proactive en promouvant l'adoption des technologies améliorées.

C'est un défi colossal lorsque l'on considère l'état des lieux qui révèle un faible taux d'utilisation des diverses technologies disponibles de nos jours dans les domaines de la production agricole, animale et végétale, et de l'industrie de transformation (artisanale et moderne) en dépit des bonnes expériences qui se font aussi bien au plan national qu'international et qui peuvent

servir de modèles et faire l'objet de duplication.

Au regard de cet enjeu, le PPAAO-Togo a fait l'option d'une large implication de toutes les parties prenantes, notamment les acteurs et les partenaires de la chaîne de recherche, de vulgarisation et de production agricole et alimentaire dans sa stratégie d'intervention.

Ainsi, en appliquant les principes clés d'une mise en œuvre méthodique et consensuelle, le projet a initié au profit de ces acteurs et partenaires une série d'activités de renforcement de capacités à travers des formations, une retraite bien opportune et un voyage d'études pour capitaliser l'expérience du Ghana dans le domaine de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication pour la vulgarisation et le conseil agricoles.

Dans cette première édition de *Synergie*, le bulletin trimestriel d'in-

formations du PPAAO-Togo, vous découvrirez ce projet phare et ambitieux à travers sa présentation et ses réalisations. Vous y lirez également des interviews édifiantes de même que les opinions non moins révélatrices des femmes qui constituent une cible importante du projet.

La cerise de cette édition est l'album photos exclusif du voyage d'études au Ghana. Nous espérons que cette première édition de *Synergie* comblera vos attentes et renforcera l'intérêt que vous portez à l'avènement de la révolution verte et sa contribution à la croissance économique au Togo.

*Bonne lecture !*



### **NOTRE MISSION**

**DÉVELOPPER ET DIFFUSER LES TECHNOLOGIES POUR BOOSTER LA PRODUCTIVITÉ, LA CROISSANCE AGRICOLE ET ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

# LE TOGO À L'ÉCOLE DU GHANA

*Album Photo de la visite*

*Capitaliser l'expérience du Ghana en matière d'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en vulgarisation et conseil agricoles*



*La délégation togolaise suit attentivement l'exposé du technicien chargé du système de vulgarisation et conseils agricoles par la téléphonie mobile - Ministère de l'Agriculture, Accra.*

**S**ous la coordination du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet Togo (PPAAO Togo), une délégation togolaise de quatorze (14) membres composée de trois vulgarisateurs de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), de trois représentants de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique, d'un représentant du secrétariat général du ministère de l'agriculture, de deux producteurs, d'un représentant de la structure faîtière des organisations de producteurs, d'un représentant du bureau national des chambres d'agriculture, de deux représentants d'ONG actives dans la vulgarisation agricole et d'un spécialiste en communication a effectué une mission d'études au Ghana du 17 au 27 mars 2013.

Ce voyage d'études vise à capitaliser l'expérience du Ghana pour

initier des actions pilotes d'utilisation des TIC en vulgarisation et conseils agricoles au Togo.

La délégation togolaise a eu des échanges variés avec plusieurs responsables et acteurs de la chaîne de production agricole du Ghana à travers des séances de travail, des présentations illustrées, des exposés et des démonstrations pratiques, des visites de sites et de laboratoires multifonctionnels aussi bien au siège du WAAPP Ghana, au Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR) à Accra qu'à l'Université de Science et de Technologie (KNUST), au Centre National de Spécialisation (NCOS) à Kumasi et à l'unité de transformation du manioc à Mampong.

Les échanges ont porté sur la vulgarisation par les TIC, l'organisation du travail, les conditions et les différents types de recherche, les diverses interactions entre les

chercheurs, les vulgarisateurs, les producteurs, les consommateurs, la régulation, le contrôle de la qualité des semences et des cultures, la récolte mécanisée, la conservation, les types de formations mais aussi les difficultés rencontrées.

Intervenant au nom de la délégation togolaise lors du dîner d'au revoir offert par la partie ghanéenne, M. Ambroise Kokor Fantchéde, directeur de l'Appui opérationnel à l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) et chef de délégation a affirmé que cette mission été d'un intérêt particulier pour tous les participants.

Il a précisé qu'elle lui a offert l'opportunité de s'informer sur l'expérience ghanéenne dans le domaine de l'application des TIC à la vulgarisation et au conseil agricoles. Elle a aussi permis à la délégation togolaise d'avoir une meilleure compréhension des types de recherche effectuée, le système de transfert des technologies, la vulgarisation par les TIC, les techniques culturales, les équipements et matériels agricoles, les formations et la synergie qui existe entre les différentes structures et acteurs impliqués dans la chaîne de production agricole au Ghana.



Black Star square à Accra



1- Mme. Azara ALI-MANSHIE, Coordinatrice du WAAPP Ghana accueille la délégation togolaise

2- La coordinatrice présente le WAAPP Ghana à la délégation togolaise

3- Un paysan qui bénéficie des avantages des technologies de vulgarisation et de conseils agricoles





4- 5 Un champ de manioc à Okwabena district de Banojiase (100km d'Accra)

5- Visite d'un site d'expérimentation de manioc à Okwabena district de Banojiase (100km d'Accra)

6- Séance de démonstration de l'utilisation du téléphone mobile pour la vulgarisation et l'appui-conseils agricoles



6



7

7-8 - Tubercules de manioc en vente au marché à Okwabena district de Banojiase (100km d'Accra)



8



9

9- Photo de famille lors de la visite au centre national de spécilisation à Kumasi

*Visite de l'usine de transformation du manioc : les étapes de fabrication du gari*



*Visite du département des équipements agricoles de l'Université Kwamé Nkrumah des sciences et techniques.*



*Echange avec les chercheurs en alimentation du Food Research Institute (FRI) à Accra*



Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALIMI  
 Coordonnateur Opérationnel Délégué  
 du PPAAO-TOGO

# LE PPAAO-TOGO

## UN PROJET D'AVENIR

*«Le PPAAO est un projet innovant qui prend en compte les préoccupations majeures des acteurs de la chaîne de production agricole au Togo ».*

**A** PARTIR DU 9 FÉVRIER 2012, DATE DE LANCEMENT DU PNIASA, QUEL BILAN PEUT-ON FAIRE À CE JOUR AU NIVEAU DU PPAAO-TOGO ?

Je vous remercie pour l'opportunité que vous m'offrez à travers votre journal pour parler du PPAAO-Togo. Je tiens à préciser que la première phase du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet-Togo s'articule autour de quatre principales composantes. Il s'agit d'abord de la composante relative aux conditions propices à la coopération régionale en matière de développement et de diffusion de technologies améliorées. Ensuite, nous avons la composante concernant le centre national de spécialisation.

Il y a le financement à la demande du développement et de l'adoption des technologies. Et enfin, la coor-

dination, la gestion et le suivi-évaluation du projet. L'exécution de ces quatre composantes est déclinée en plusieurs activités.

Depuis le lancement du PNIASA, nous avons à notre actif plusieurs réalisations. Du 09 février au 31 décembre 2012, les activités que nous avons réalisées ont été pour la plupart préparatoires à la mise en œuvre des activités proprement dites du projet (activités structurantes). Elles ont consisté pour l'essentiel à la mise en place d'outils de gestion du projet, notamment le manuel de mise en œuvre du projet, d'outils de contractualisation des activités du projet, notamment les conventions, contrats et termes de référence divers et des dossiers de marchés pour les différentes acquisitions et réhabilitations.

*Les résultats enregistrés concernent les activités de renforcement de capacités, parti-*



*culièrement la formation des acteurs et dans le domaine de l'appui à la production de semences de base et de géniteurs ovins caprins. Au total, 994 acteurs ont été diversement formés et 25 tonnes de semences de base de maïs et de riz de même que 250 géniteurs ovins et 40 caprins ont été produits grâce à l'appui du projet. Le projet a touché en tout 1043 bénéficiaires directs parmi lesquelles 298 femmes (29%).*

Le projet a bénéficié de deux missions d'appui à la mise en œuvre des activités réalisées en Avril et Septembre, respectivement. Les recommandations et plans d'action issus de ces missions ont permis de donner un coup d'accélérateur à la réalisation des activités.

Au titre de l'année 2013, s'agissant des conditions propices à la coopération régionale en matière de développement et de diffusion des technologies améliorées, et particulièrement en ce qui concerne la mise en application des textes relatifs aux semences et aux pesticides, nous avons lancé le processus d'édition de 1000 exemplaires de chacune de la version traduite des documents « Réglementation de la CEDEAO sur les semences » et « Réglementation de la CEDEAO sur les pesticides » en Kabyé et Ewé. Ces documents de travail seront largement vulgarisés au profit des producteurs sur toute l'étendue du territoire national.

De même, nous avons presque terminé l'étude de conception du mécanisme d'homologation et de certification des semences. Par ailleurs, les termes de référence de diverses formes de formations (diplômantes, continues, recyclage, etc.) sont élaborés en fonction des besoins exprimés par les bénéficiaires, notamment les producteurs et techniciens, les cadres supérieurs et les agents inscrits au Master, les chercheurs, etc. De même, les termes de référence pour l'acquisition de différentes sortes de matériels, l'équipement, la réhabilitation et le renforcement des capacités des structures partenaires sont pour la plupart élaborés.

Ce travail préliminaire est d'une importance capitale parce qu'il nous évitera des difficultés liées au non respect des procédures en

vigueur. Ce travail laborieux de conception intellectuelle prend du temps compte tenu de son caractère technique qui requiert parfois des expertises pointues et des délais de livraison qui ne dépendent pas de nous. De loin, on ne voit pas ce travail. Mais croyez-moi, il est important et constitue un préalable capital. Comme vous le savez, il n'est pas aisé d'être juge et partie en s'appréciant soi-même. Mais je pense qu'il est trop tôt pour parler de notre bilan. Nous avons encore beaucoup de choses à faire à l'étape actuelle. Ne soyons pas trop pressés. Sachons donner du temps au temps. **LE VRAI BILAN, C'EST AUX GÉNÉRATIONS FUTURES DE LE FAIRE.**

*QUELS SONT LES PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DU PPAAO-TOGO ET COMMENT SONT ILS SÉLECTIONNÉS ?*

Les bénéficiaires du PPAAO-Togo sont de divers ordres et sont identifiés en fonction de leurs domaines d'activités liés aux quatre spéculations choisies pour la première phase du projet, à savoir, le maïs, le riz, la volaille et les petits ruminants. Il y a les bénéficiaires directs qui sont les producteurs agricoles, c'est-à-dire les petits exploitants agricoles et éleveurs du milieu rural qui contribuent à l'autosuffisance alimentaire et au PIB du Togo à travers la production des cultures vivrières et de rente, le bétail et la volaille. Ils constituent la cible principale du projet. Les autres bénéficiaires regroupent tous les exploitants agricoles et éleveurs ainsi que les transformateurs que nous parvenons à toucher grâce au travail des vulgarisateurs et conseillers agricoles.

*LORS DE SON DERNIER SÉJOUR À LOMÉ, LA MISSION DE SUPERVISION FIDA/ BANQUE MONDIALE A AFFICHÉ UNE CERTAINE DÉCEPTION PAR RAPPORT À L'ÉVOLUTION DES PROJETS. EST-*

*CE QU'IL Y A UNE AMÉLIORATION AU PPAAO-TOGO ?*

Non, la mission n'a pas exprimé de déception. Elle a plutôt relevé des choses à améliorer. Ces observations sont inhérentes à certaines activités ayant connu quelque retard dû à des facteurs qui parfois ne dépendent pas de la coordination du projet. L'évaluation a aussi révélé le faible taux de consommation au niveau de certaines lignes budgétaires. Mais je pus vous assurer que nous avons pris les dispositions nécessaires pour trouver les solutions concertées et appropriées à ces difficultés que nous ne sous-estimons pas du tout. En recherchant des solutions idoines, nous avançons et c'est cela le plus important.

*PENSEZ-VOUS QUE LA CIBLE VISÉE PAR VOTRE PROJET EST SUFFISAMMENT INFORMÉE DE VOS INITIATIVES ?*

La cible visée est non seulement informée de nos initiatives mais elle est aussi impliquée en amont et en aval de nos activités la concernant. Nous avons adopté l'approche de communication multimédia pour diversifier nos canaux de diffusion de l'information. Nous faisons relayer les informations par les médias traditionnels que sont les radios, les journaux et la télévision nationale. Je dois dire que la radio demeure notre média de prédilection parce qu'elle permet d'atteindre nos cibles en milieu rural grâce aux programmes en langues locales. Nous envisageons d'établir un partenariat avec ces radios communautaires pour assurer plus d'efficacité en matière de communication de proximité.

*QUELLES SONT LES FAIBLESSES QUE VOUS RELEVEZ PERSONNELLEMENT DANS LA GESTION DE CET AMBITIEUX PROJET ?*



L'équipe PPAAO-Togo

Je ne parlerai pas en termes de faiblesse. Je dirai plutôt que parfois, il y a quelques contraintes inhérentes à toute œuvre humaine. Dans notre cas, nous sommes tenus par le respect strict des procédures de la banque mondiale qui finance le projet. Le démarrage de certaines de nos activités a connu quelque retard pour des raisons de formalités administratives mais nous trouvons progressivement des solutions appropriées. Nous avons à cœur l'atteinte de nos objectifs qui sont l'amélioration de la productivité agricole et la sécurité alimentaire au Togo grâce à l'adoption des technologies améliorées.

*CERTAINS DISENT QUE VOTRE ÉQUIPE N'À PAS UNE VISION DE TERRAIN, QUE C'EST UNE ÉQUIPE DE BUREAU QUI N'À PAS DE CONTACT DIRECT AVEC LES PRODUCTEURS À LA BASE. QUELLE EST VOTRE RÉACTION ?*

C'est une illusion qu'il faut éviter de relayer à tout prix. Nous ne sommes pas une équipe de bureaucrates déconnectés des réalités du monde rural. Nous sommes en contact direct avec les producteurs à la base à travers divers canaux. Il y a nos partenaires d'exécution

dont les personnels sont en contact direct et permanent avec les producteurs. Nous-mêmes, il nous est donné l'opportunité à maintes reprises d'être en contact direct avec eux. Nous faisons un suivi régulier de nos activités. La méthode de gestion axée sur les résultats que nous avons adoptée nous fait l'obligation d'assurer un suivi rigoureux des activités de terrain. N'oubliez pas que nous constituons l'unité de coordination. Le fait que nous travaillons dans les bureaux ne signifie pas que nous ne savons pas ce qui se passe sur le terrain. Nous harmonisons le travail de bureau avec les exigences du terrain. D'aucuns l'ignorent mais d'autres le savent. De par nos profils et centres d'intérêt, nous nous considérons comme des membres à part entière de la communauté paysanne et productrice.

*À L'HEURE DE LA RELANCE DE L'AGRICULTURE TOGOLAISE, QUE PEUT-ON CONCRÈTEMENT ESPÉRER DU PPAAO ?*

Sans fausse modestie, le PPAAO est une aubaine pour le Togo. Le projet est une réponse adaptée aux besoins principaux à satisfaire pour l'avènement d'une révolution verte

au Togo. En termes de développement, de diffusion et d'adoption de technologies améliorées, le PPAAO est un projet innovant qui prend en compte les préoccupations majeures des acteurs de la chaîne de production agricole. Si nous parvenons à atteindre nos objectifs, nous aurons réussi à assurer les bases de la stabilité économique et du développement durable au Togo.

*VOTRE MOT DE FIN.*

Il me plaît de rappeler que seul le travail crée la richesse. De nos jours, c'est le travail d'équipe qui paie le plus. Même les pays les plus puissants de ce monde s'unissent entre eux pour faire des choses en commun. Pourquoi pas nous entre ouest africains, entre Togolais. Je pense que nous avons les mêmes chances que les grandes nations. Tout ce qu'il nous faut, c'est d'y croire. Il y a quelques années le Vietnam n'était pas classé au rang des pays à forte incidence de développement agricole. Aujourd'hui, ce pays exporte son riz dans les quatre coins du monde. Nous pouvons faire de même. Au PPAAO-Togo, nous accordons une importance au travail d'équipe. C'est pourquoi, je tiens à adresser mes vifs encouragements à toute l'équipe du projet et ma reconnaissance à tous nos partenaires.

Je vous remercie.



# LES REALISATIONS TANGIBLES DU PPAO-TOGO

En 2012

**994 ACTEURS** ont été formés

**25 TONNES DE SEMENCES** de base de maïs et de riz ont été produites

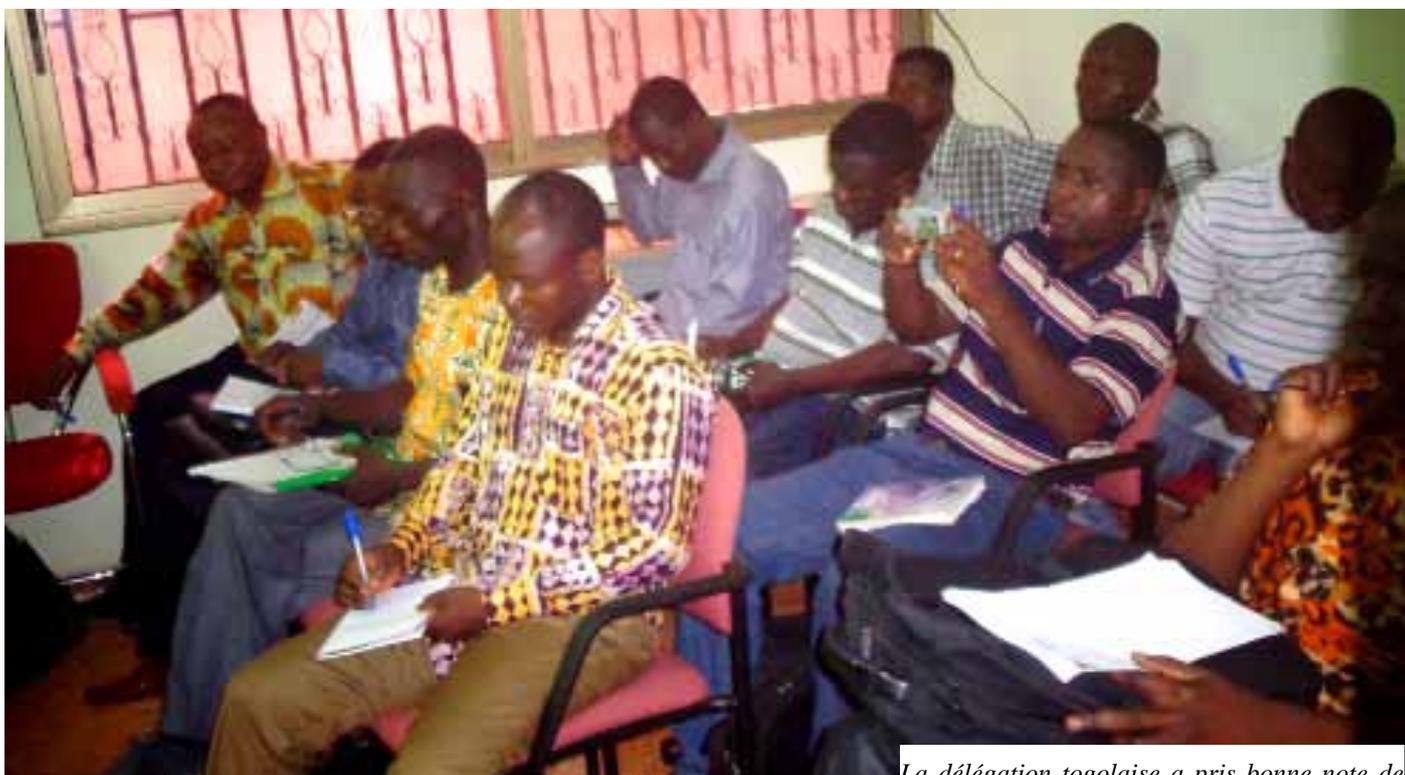
**250 GÉNITEURS OVINS** et **40 CAPRINS** ont été produits

Le projet a touché en tout **1043 BÉNÉFICIAIRES** directs parmi lesquels il y a

**298 FEMMES**



*Des géniteurs prisés produits par le PPAO à Kolocopé :*



*La délégation togolaise a pris bonne note de l'expérience ghanéenne en matière de vulgarisation et conseils agricoles par les TIC*



**L**e Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet Togo (PPAAO-Togo) a organisé du 11 au 15 mars 2013 à Notsè, une ville située à 100 km environ au nord de Lomé, un atelier de formation en passation des marchés au profit d'une vingtaine de cadres des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre dudit projet.

Grâce à cet atelier, le PPAAO-Togo a renforcé les aptitudes techniques des acteurs de ces différentes structures partenaires en vue de leur permettre d'exécuter suivant les procédures de la Banque Mondiale les différentes tâches de passation des marchés de travaux et de fournitures, et de

sélection de consultants.

De manière spécifique, cette formation a permis aux participants de comprendre la méthode d'élaboration d'un plan de passation de marchés et les termes de référence d'une offre de recrutement de consultant. Ils ont maîtrisé la procédure adéquate pour la préparation des dossiers d'appel d'offres et des demandes de propositions suivant les dossiers type de la Banque Mondiale. Ils se sont approprié les méthodes d'évaluation des offres et des propositions de même que la procédure de présentation et d'indication des spécifications techniques des biens faisant l'objet de marché.

L'atelier a été animé par un consultant principal avec l'appui de deux spécialistes en passation des marchés à travers des exercices de cas pratiques, des séries de questions-réponses, des travaux individuels et de groupes ayant fait l'objet de restitution, d'amendement et d'amélioration en plénière. Cette approche interactive a facilité une bonne participation et a permis l'harmonisation des vues et l'efficacité des échanges.

Financé par la Banque Mondiale pour un montant de 12 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique, le PPAAO-Togo a pour objectif de développer et de diffuser les technologies en vue d'améliorer la productivité et la croissance agricole et d'assurer la sécurité alimentaire. Il comprend quatre (4) composantes, à savoir : (i) la création de conditions propices à la coopération régionale en matière de développement et de diffusion de technologies ; (ii) le développement d'un centre national de spécialisation ; (iii) le financement à la demande du développement et de l'adoption des technologies ; (iv) la coordination, gestion, suivi et évaluation du projet.

# ILS ONT DIT...

## A propos des Organismes génétiquement modifiés (OGM)



### **KPEMOUA Kossi Essotina**

D'abord, je précise que je suis membre de la Commission nationale de biosécurité. Nous maîtrisons bien les aspects des cultures transgéniques. C'est la seule catégorie de culture qui soit entourée de toutes les garanties et précautions possibles en matière de gestion. Le Togo a une loi sur la biosécurité. Il faut respecter cette loi.

*L'introduction des OGM ne se fait pas dans un pays par plaisir. Si à un moment donné, nous trouvons qu'il est nécessaire de faire des tests pour voir comment une culture transgénique peut être utile pour le Togo, alors il faut se référer à ce que dit la loi.* Mais pour le moment, le débat n'est pas encore à ce niveau. A l'ITRA, nous avons besoin de moyens pour faire de la recherche afin de bien maîtriser le sujet, pouvoir dire telle variété à telle performance, tel niveau de nuisibilité, etc. afin de bien éclairer l'opinion publique. Nous avons obtenu un appui de l'UEMOA qui nous a dotés d'équipements au niveau du laboratoire et c'est à partir du fonctionnement que nous pourrions parvenir à des résultats concrets. Le principe pour moi, je pense qu'il faut mieux connaître la chose, pour mieux décider, car toute décision vise un objectif pour le pays.



### **AZOUMA YAОВI OUEZOU**

Souvent on brandit le fait qu'en Afrique on a faim et que le taux d'accroissement de la population est très élevé et nécessite l'introduction des OGM. Lorsqu'on s'y oppose, on dit que c'est juste pour combattre quelques maladies. Jusqu'à preuve du contraire, je crois que nous avons suffisamment de terres dans nos pays. Mieux, la nature elle-même régule la croissance de la population.

*Je crois que nous ne sommes pas encore au bout de nos capacités et de nos potentialités, toute chose qui pourrait justifier le choix des OGM. On peut amorcer des travaux de recherche pour une meilleure maîtrise de ces technologies.*

Je pense que si nous intensifions l'agriculture comme il le faut en respectant les procédés et techniques tout en nous mettant résolument au travail, je crois qu'au Togo on peut produire pour nourrir nos populations et on peut exporter des produits agricoles, d'élevage et de pêche.



# LE GENRE

## AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE DU PROJET

*Mme Funmilayo Alao est vétérinaire inspecteur chargée du contrôle de la qualité à l'Office National des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF). Au terme de la retraite organisée par le PPAO-Togo pour finaliser les dossiers pour la passation des marchés et les termes de référence des ateliers et formations au titre de l'exercice 2013, elle a fait part de ses impressions.*



Mme Oluwafunmilayo Alao

### **QUEL EST L'INTÉRÊT POUR VOUS D'ÊTRE ASSOCIÉE À CETTE RETRAITE ?**

Je remercie l'Office National des Abattoirs et Frigorifiques (ONAF) de m'avoir donné l'opportunité de prendre part à cette formation. Cette formation est tellement importante pour l'ONAF parce que nous avons pour mission de promouvoir au sein de la population les bonnes pratiques d'hygiène dans la production et la manipulation de la viande. Je rappelle que ma structure produit de la viande.

Nous voulons faire comprendre aux femmes l'importance des bonnes pratiques dans la manipulation de la viande. Nous voulons leur faire comprendre l'importance du respect des normes hygiéniques dans la chaîne de production et de consommation. De

l'achat à la cuisson en passant par la manipulation, etc. Les femmes ont des restaurants où plusieurs pratiques s'observent. Nous voulons les sensibiliser sur l'importance des bonnes pratiques d'hygiène dans la chaîne de production.

Cela implique le lieu d'approvisionnement. Elles doivent éviter les viandes mal conditionnées. Elles ne doivent pas acheter des viandes n'importe où et n'importe comment. C'est une préoccupation très importante parce qu'il s'agit d'une question de santé publique. Les femmes doivent acheter la viande à l'abattoir. Une viande testée dans les meilleures conditions.

### **QUEL PROJET VOUS TIENT PARTICULIÈREMENT À CŒUR ?**

La valorisation des sous-produits d'abatage. Comment les exploiter. Les déchets dérivés des restes d'animaux. Il y a les œufs, les excréments, etc. Nous pouvons faire le biogaz à partir des déchets. C'est un projet très important pour l'ONAF. Nous tenons à interdire de brûler les animaux avec les pneus, surtout les cinquièmes que sont la tête, les pattes et la queue. L'utilisation des pneus et l'huile de vidange est très nocive. Cela expose les manipulateurs (bouchers, aides bouchers) à des maladies cancéreuses. Cela nous expose aussi nous qui sommes consommateurs et nous qui sommes dans les environs à des maladies. Nous voulons éradiquer l'utilisation des pneus. Nous recherchons de financement pour

faire ce travail. Nous aimerions visiter le centre Songhaï dans le cadre de notre projet valorisation des sous-produits d'abatage pour apprendre comment ils utilisent les déchets d'abatage pour faire le biogaz, le compost, la poudre de calcium, etc.

*QUELS CONSEILS AVEZ-VOUS À DONNER AUX FEMMES RESTAURATRICES EN MA-*

*TIÈRE D'HYGIÈNE ?*

Le programme que nous voulons entreprendre avec le PPAO consiste à faire une campagne de sensibilisation intensive. Nous parlons maintenant de gestion axée sur les résultats. Pour atteindre notre but, nous avons conçu un programme de sensibilisation au profit des femmes qui sont impli-

quées dans ces genres d'activités. Nous voulons faire la promotion du genre certes mais pas au détriment de sa santé, encore moins en mettant en danger la santé publique. Nous visons les femmes qui sont engagées dans la restauration traditionnelle parce qu'elles nourrissent beaucoup de personnes.



# LE GENRE

## AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE DU PROJET

*Gestionnaire comptable, stock et immobilisation au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mme Imany Adam Daré a participé à la formation sur la gestion financière organisée par le PPAO-Togo du 25 février au 1 mars 2013 à Notsè. Elle en parle avec enthousiasme.*

**A** VOTRE SENS, QUELLE EST L'UTILITÉ DE CETTE FORMATION ?

Nous avons appris les procédures de la gestion financière validées par la Banque Mondiale. Ces procédures me permettent de mieux faire mon travail.

*QUELLES EST LA PARTICULARITÉ DE CETTE FORMATION ?*

La particularité de cette for-

mation, c'est qu'elle permet aux structures partenaires du PPAO de bien gérer les fonds qui leur sont accordés pour mener leurs activités dans le cadre de l'exécution du projet.

*QUEL BILAN FAITES-VOUS DE CETTE FORMATION ?*

Je peux dire que le bilan de cette formation est positif. Elle m'a permis d'améliorer mon travail. Il y a surtout la partie concernant l'immobilisation qui implique la gestion des matériels de bureaux, les matériels roulants, etc.

*LES PROCÉDURES DE LA BANQUE MONDIALE SONT-ELLES CONTRAIGNANTES ?*

Non elles ne sont pas compliquées. Elles sont claires et normales. Elles sont faciles à



Mme Imany Adam Daré

appliquer.

*QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS RENCONTREZ DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE VOS TÂCHES ?*

Je suis seule. C'est un peu contraignant. Mais j'essaie de faire avec en donnant le meilleur de moi-même pour la réussite de mon travail. Pour la gestion des stocks j'ai besoin d'un logiciel de gestion. Il me faut un magasin et un magasinier.

*QUELS SONT VOS BESOINS DE FORMATION ?*

En tant que comptable gestionnaire, je souhaiterais être formée sur la procédure de demande des DRS. Au cours de la formation, cet aspect n'a pas été approfondi. Le système Client Connection qui permet de faire les DRS m'intéresse beaucoup de même que les états de rapprochement.



# LE GENRE

AU CŒUR DE LA DYNAMIQUE DU PROJET

Comptable à l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), Mme Hola Mensah a suivi du 25 février au 1er mars 2013 une formation organisée par le PPAO-Togo sur la gestion financière à Notsè. Elle tire profit des nouvelles connaissances acquises. Dans cette interview, elle partage son feedback.

## QUELLE APPLICATION FAITES-VOUS DE CE QUE VOUS AVEZ APPRIS ?

Au cours de cette formation, j'ai appris des notions sur les outils de gestion simplifiés, surtout en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution du budget et la lecture de certains rapports financiers. J'ai beaucoup apprécié les modules, particulièrement la partie de la formation concernant les cas pratiques sur les pièces justificatives pour nos projets. Cela me permet de mieux organiser mon travail et d'être à jour pour les contrôles.

## LA PROCÉDURE DE LA BANQUE MONDIALE EST-ELLE CONTRAIGNANTE ?

Non, la procédure n'est pas tellement différente de la nôtre. C'est qu'au niveau de l'ITRA, il nous

faut un peu plus d'application mais ce n'est pas un handicap majeur. A partir de cette formation, je me suis vraiment rendu compte de l'importance du respect des procédures. Cela permet d'éviter des difficultés.

## COMMENT ORGANISEZ-VOUS VOTRE TRAVAIL ?

A l'ITRA, notre comptabilité est divisée en deux parties. Il y a l'agent comptable d'une part et la direction des finances d'autre part. L'agent comptable s'occupe des recouvrements et des paiements des fournisseurs. Nous faisons un travail d'équipe qui me permet d'apprendre à travailler sous pression mais aussi de manière individuelle en ce qui concerne mes attributions.

## QUELS SONT VOS BESOINS DE FORMATION ?

J'aimerais être formée en contrôle et audit pour comprendre les procédures. Cela me permettra de mieux me préparer, d'anticiper les contrôles et d'être à jour de façon permanente.

## Le Saviez-vous ?

La statue de la brave amazone ghanéenne (photo ci-dessous), accueille tout visiteur à Kumasi au Ghana. Au temps fort de la guerre coloniale entre le Ghana et l'Angleterre, cette guerrière intrépide défia les hommes qui fuyaient devant les canons anglais. Armée d'amulettes et munie d'un fusil traditionnel, elle lava la honte à la gent masculine en affrontant vaillamment tout un régiment de combattants anglais. Elle mourut les armes à la main après avoir arraché la vie à plusieurs adversaires. Quel est son nom ? Envoyez la réponse à [ppaaotogo@yahoo.fr](mailto:ppaaotogo@yahoo.fr)

Prix à gagner : une brebis



# Une retraite opportune

**L**e Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet Togo (PPAAO-Togo) a organisé du 4 au 8 mars 2013, une retraite à Notsè, une ville située à 100 km environ au nord de Lomé au profit des points focaux des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre dudit projet.

Cette rencontre vise à renforcer les capacités techniques des partenaires et acteurs à mieux préparer et à finaliser les dossiers pour la passation des marchés et les termes de référence des ateliers et formations au titre de l'exercice 2013.

En organisant cette retraite, le PPAAO-Togo a anticipé et amélioré le processus de passation des marchés, notamment la finalisation des documents de travail requis en vue de faciliter les procédures de passation des marchés de fournitures, de travaux ainsi que des services de consultants nécessaires à la mise en œuvre de son Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) de l'année 2013.

Les participants ont réalisé des travaux de groupes ayant fait l'objet de restitution, d'amendement et d'amélioration en plénière. Cette approche participative a permis l'harmonisation des vues et l'efficacité des échanges.

Au total, quarante-six (46) dossiers de passation de marché dont vingt-un (21) pour les fournitures et travaux et vingt-cinq (25) pour les consultants ainsi que quarante-six (46) termes de référence d'ateliers de formation et divers missions et voyages d'études ont fait l'objet de finalisation.

Le PPAAO-Togo est financé par la Banque Mondiale pour un montant de 12 millions de dollars US. Il a pour objectif de développer et de diffuser les technologies en vue d'améliorer la productivité et la croissance agricole et d'assurer la sécurité alimentaire.



## **KPEMOUA Kossi Essotina**

Le PPAAO et l'ITRA ont un objectif commun : il s'agit de l'amélioration de la productivité agricole au Togo. Cette retraite qu'organise le PPAAO vient à point nommé puisqu'elle nous facilite la préparation et la finalisation de nos

documents de travail, en particulier les termes de référence de nos activités. C'est une initiative géniale et concrète qui contribue au renforcement de nos capacités. Il y a des technologies à générer et à améliorer. Nous avons une douzaine d'activités à réaliser cette année. Il nous faut réfléchir sur comment mettre au point la production des semences de base qui seront utilisées pendant la campagne agricole

prochaine. Nous devons réfléchir également sur comment nous allons produire un certain nombre de géniteurs d'ovins et de caprins. L'expérimentation des plateformes d'innovation nous incombe également. Ceci implique des chaînes de production qui tournent autour de plusieurs technologies. Il s'agit par exemple de réunir autour d'une variété tous les acteurs dans une approche synergique et évolutive, de la production jusqu'à la consommation en passant

par la transformation afin de valoriser tous les acquis. Lorsque nous générons les technologies, nous devons aussi savoir par quelles voies ces technologies pourront être mieux adoptées.

## **AZOUMA Yaovi** **Ouézou.**

L'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Université de Lomé est partie prenante du PPAAO au même titre que d'autres institutions du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, notamment l'Institut pour le Conseil Agronomique au Togo (ICAT), l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), la direction de la production végétale, la direction des semences, la direction de l'élevage, parce que notre institution est impliquée dans l'ensei-

gnement au niveau supérieur dans les sciences agronomiques et en même temps, elle mène des activités de recherche pour la production agricole et agroalimentaire.

## **Ambroise Kokor** **FANTCHEDE**

Cette retraite est la bienvenue parce qu'elle nous permet de finaliser tous les termes de référence de nos activités. Pour le compte de cette année à l'ICAT, il est prévu le recyclage des agents vulgarisateurs, des formations continues, des voyages d'études dans la sous-région et la promotion de quatre technologies éprouvées. Il s'agit du contrôle des mauvaises herbes dans les parcelles, la lutte contre le striga avec l'utilisation d'une variété résistante à ce parasite. Nous

allons promouvoir l'alimentation des ovins et caprins à travers une technique mise à la disposition des éleveurs de même que la canne planteuse qui permet de réaliser un semis direct pour alléger la tâche aux petits producteurs. Nous allons également vulgariser l'utilisation des semences améliorées au profit d'un certain nombre de producteurs à identifier.

## **ESSIOMLE Kossi**

Cette retraite est très capitale car cela nous permettra d'être mieux outillés pour l'élaboration des termes de référence à soumettre aux principaux bailleurs, en l'occurrence la banque mondiale qui finance les activités du PPAAO.

# **Assurer les bases d'une révolution verte au Togo**

*Towards a green revolution in Togo*



**WAAPP / PPAAO**  
WEST AFRICA AGRICULTURAL PRODUCTIVITY PROGRAMME  
PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST





# L'interview

**DR. AZOUMA YAОВI  
OUEZOU**

*« Si nous mettons en synergie toutes nos potentialités, nous pouvons booster la production agricole et assurer la sécurité alimentaire au Togo ».*



*Maître de Conférences, Chef département Génie Rural et Machinisme Agricole à l'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Université de Lomé au Togo, Dr. Azouma Yaovi Ouezou est un haut cadre bilingue qui a formé plusieurs générations d'étudiants au cours de sa brillante carrière d'enseignant. Dans une interview accordée au terme d'une retraite organisée à Notsè, une ville située à environ 100km au nord de Lomé du 4 au 8 mars 2013 par le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet Togo (PPAAO-Togo) au profit des points focaux des structures partenaires impliquées dans la mise en œuvre dudit projet, il a abordé les enjeux, les défis et les perspectives du secteur agricole et de la sécurité alimentaire au Togo.*

**QUEL EST L'INTÉRÊT POUR VOUS  
D'ÊTRE ASSOCIÉ À CETTE RETRAITE ?**

L'Ecole Supérieure d'Agronomie (ESA) de l'Université de Lomé est partie prenante du PPAAO au même titre que d'autres institutions du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, notamment l'Institut pour le Conseil Agronomique au Togo (ICAT), l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), la direction de la production végétale, la direction des semences, la direction de l'élevage, parce que notre institution est impliquée dans l'enseignement au niveau supérieur dans les sciences agronomiques et en même temps, elle mène des activités de recherche pour la production agricole et agroalimentaire.

**VEUILLEZ BIEN NOUS PRÉSENTER  
VOTRE INSTITUTION**

L'ESA se trouve au sein de l'Université de Lomé. Elle a été créée dans les années 1972. La principale mission a été d'abord de former des ingénieurs agronomes. On avait à peu près 250 étudiants parmi lesquels des promotions de 25 à 30 sortaient après 5 ans. Aujourd'hui l'Ecole Supérieure d'Agronomie a 6 fois ce nombre, soit environ 1300 étudiants. Nous sommes dans la démarche Licence, Master, Doctorat (LMD). Nous formons des cadres supérieurs qui ont la maîtrise des sciences agronomiques. Globalement, telle est notre mission.

**QUEL EST LE NIVEAU D'APPLICATION  
DU SYSTÈME LMD DANS VOTRE INSTITUTION ?**

Il faut dire que nous sommes au début de l'application du système

LMD. Nous avons d'abord re-fondu nos programmes en ouvrant plusieurs Licences, en particulier une Licence en Phytotechnique, une Licence en Sciences animales et vétérinaires, une Licence en Agroéconomie, et nous comptons mettre en place très bientôt plusieurs Masters. Ensuite, les enseignants chercheurs de rang A encadrent des doctorants sur différents sujets.

**QUELS SONT VOS OBJECTIFS S'AGISSANT DE VOS RELATIONS AVEC LE PPAAO ?**

Il faut dire que nous sommes impliqués dans le PPAAO sur trois projets. Le premier, c'est d'essayer de contribuer à la mise en place du Système national de recherche agricole et agroalimentaire (SNRA). Nous sommes en train de rédiger les termes de référence pour ce

premier projet. Le deuxième, c'est de rédiger les termes de référence pour l'élaboration de la Politique nationale de recherche agricole (PNRA) qui devra mettre en synergie l'ensemble des partenaires engagés dans la recherche, aussi bien les instituts de recherche, les universités, les acteurs du développement agricole que les Partenaires Techniques et Financiers.

Le troisième projet que nous élaborons est relatif à la mise en place d'un centre d'homologation des semences, des espèces et des variétés de cultures. Vous n'êtes pas sans savoir que l'ITRA et d'autres structures essaient de créer des variétés et de plantes mais ils ne peuvent pas être juge et partie pour leurs créations. C'est ce qui justifie le choix porté sur l'Ecole Supérieure d'Agronomie pour abriter le centre d'homologation. Ce centre sera doté des infrastructures et installations adéquates telles qu'un laboratoire, un véhicule, des appareils et des instruments de mesure, dans notre station d'expérimentations agronomiques située à Kovié, puis nous allons faire des essais de culture de ces plantes qui seront candidates à l'homologation. On va les cultiver dans deux zones agro-écologiques notamment dans la région maritime sur notre station à Kovié et puis sur notre station d'expérimentations agronomiques à Tchitchao dans la région de Kara

Notre participation au PPAAO permet de s'approprier les préoccupations et l'expertise des autres partenaires en vue de transférer des compétences aux jeunes apprenants.

#### **QUELS SONT LES CHANGEMENTS EN VUE À PARTIR DE CETTE RETRAITE ?**

D'abord, nous allons apporter notre expertise à l'ensemble des

partenaires parties prenantes au PPAAO. Vous savez que l'ESA a des ressources humaines ayant la maîtrise de l'enseignement d'un certain nombre de matières qui relient des sciences agronomiques. Sur le plan de la recherche, ils participent à des travaux de recherche qu'il va falloir valoriser et partager avec les autres partenaires. Ensuite, nous avons pour mission de pérenniser le transfert des connaissances en faveur des jeunes générations. De ce point de vue, notre participation au PPAAO permet de s'approprier les préoccupations et l'expertise des autres partenaires en vue de transférer des compétences aux jeunes.

#### **AU REGARD DE VOTRE IMPLICATION DANS CE PROCESSUS, QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS RENCONTREZ ?**

C'est vrai que nous avons bataillé dur (sourire) pour être une institution partenaire au PPAAO parce qu'au début nous n'étions pas dans le processus.

#### **QUE DOIS COMPRENDRE LE CITOYEN LAMBDA PAR CETTE AFFIRMATION ?**

Je voudrais dire que beaucoup sont appelés mais peu sont retenus. Si le PPAAO a décidé de nous impliquer, c'est parce que nous avons quelque chose à faire valoir. De ce point de vue, les dossiers dont nous avons la charge ne sont pas des dossiers moindres. En plus de ces dossiers, il y a les termes de référence à élaborer de même que le système national de recherche agricole et agroalimentaire que nous devons réaliser nous-mêmes pour le Togo.

#### **ALORS QUELLES SONT VOS DIFFICULTÉS ?**

Dans un premier temps, c'est comment répondre aux contraintes du

PPAAO parce que le programme s'inscrit dans un système régional avec des critères rigoureux.

#### **POURQUOI APPELEZ-VOUS CELA DES CONTRAINTES ?**

Je parle de contraintes parce que nous ne sommes pas habitués à monter des dossiers avec ces critères. Nous sommes aussi en apprentissage pour répondre aux normes des termes de référence tels que la Banque Mondiale l'attend de ces partenaires.

#### **LA PROCÉDURE DE LA BANQUE MONDIALE VOUS SEMBLE-T-ELLE LOURDE ?**

La procédure n'est pas lourde mais il faut se l'approprier. J'estime que nous sommes à une école. Il est important d'aller à cette école pour maîtriser ces procédures que nous pourrions faire valoir en termes d'expertise et que nous pouvons transmettre aux jeunes apprenants.

#### **LA PROCÉDURE EST-ELLE AVANTAGEUSE ?**

La procédure est plutôt rigoureuse mais elle se justifie.

#### **COMMENT SE JUSTIFIE-T-ELLE ?**

Elle se justifie par le fait qu'on engage des moyens financiers pour le Togo. Il faut faire en sorte que ces moyens financiers soient dépensés pour des besoins réels et pertinents qui vont permettre le développement socioéconomique de notre pays en tenant compte des préoccupations des producteurs et des transformateurs de produits agricoles.

L'Ecole Supérieure d'Agronomie est à ce jour la seule structure de formation qui produit des poussins d'un jour au Togo.

**QUELLES SONT LES ACTIONS QUE VOUS COMPTEZ ENTREPRENDRE À COURT ET À MOYEN TERME EN VUE D'AMÉLIORER VOTRE CONTRIBUTION À UNE MEILLEURE ADOPTION DES TECHNOLOGIES POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ ET ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU TOGO ?**

D'abord le fait que nous soyons associés à ce programme nous permet d'avoir l'expertise requise. Nous participons à toutes les étapes du processus notamment le programme d'attribution des marchés. Nous œuvrons pour mettre en place un centre d'homologation. Ce centre permettra non seulement d'homologuer les plantes candidates mais il permettra également aux enseignants chercheurs qui vont y travailler de se former au Maroc pour s'approprier les technologies d'homologation, les procédés de gestion d'un centre d'homologation, les outils d'aide à la décision pour l'homologation, etc. L'expertise de ce centre donnera l'opportunité aux jeunes apprenants de se frotter à ces connaissances en s'appropriant les technologies et de faire des recherches dans le domaine de la production végétale.

Cela représente à mon sens un important facteur de développement qui peut avoir de bonnes répercussions en matière de productivité des plantes. C'est un déclic qui peut impulser une nouvelle dynamique au profit de la sécurité alimentaire. Par exemple, l'École Supérieure d'Agronomie produit des poussins d'un jour. C'est à ce jour, la seule structure de formation qui le fait au Togo. Nous faisons aussi l'embouche bovine. Nous expérimentons un cadre qui permettra aux producteurs de s'approprier les technologies mais

aussi d'acheter les animaux, les engraisser et les revendre sur le marché. Nous sommes également impliqués dans la mise en place de projets liés par exemple aux bio-pesticides moins toxiques pour nos populations qui sont souvent analphabètes et qui peuvent avoir des problèmes avec les pesticides fortes surtout chimiques. Nous sommes aussi engagés dans des réflexions liées au génie des procédés en agro-industrie. Ces différents domaines que nous essayons de maîtriser vont permettre de transmettre progressivement des connaissances aux producteurs et aux transformateurs pour la sécurité alimentaire dans la mesure où la transformation de la production agricole permet aux producteurs d'avoir une plus-value et de gagner plus d'argent.

**PARLANT JUSTEMENT DE PLUS-VALUE, IL EST ÉVIDENT QUE LE CENTRE D'HOMOLOGATION NATIONAL VA Y CONTRIBUER. OÙ EN ÊTES-VOUS DANS LA PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES EN VIGUEUR POUR OBTENIR DES BREVETS ET DES TITRES DE PROPRIÉTÉ RECONNUS ET BIEN PROTÉGÉS AU PLAN INTERNATIONAL ?**

Je pus vous assurer que le centre d'homologation est tenu de respecter toutes les normes internationales. Si vous homologuez par exemple des plantes, des semences, etc. vous devez rentrer dans le concert des nations en vue de vous faire accepter comme tel. Mieux, les brevets et les titres de propriété dépendent d'un espace donné. Si c'est pour l'Afrique vous vous adressez à l'Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle. Si c'est au plan mondial, il s'agit de l'Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle. Ce centre va s'approprier progressivement

toutes les démarches et toutes les normes pour pouvoir répondre aux contraintes internationales en vue de valoriser l'expertise des chercheurs togolais qui ont innové grâce à leur génie créateur.

**QUELLES SONT VOS RÉALISATIONS QUI MÉRITENT D'ÊTRE ENCOURAGÉES VOIRE DUPLIQUÉES AU PLAN NATIONAL ?**

J'ai parlé tantôt de la production du poussin d'un jour. Si nous voulons promouvoir la production des volailles, il faut que le poussin d'un jour soit disponible. Il faut alors vulgariser cette approche en incitant des privés à s'intéresser à la technologie liée aux incubateurs et tout le dispositif qu'il y a autour pour apprendre à produire des poussins d'un jour. J'ai parlé tantôt de l'embouche bovine. Si nous voulons disposer de la viande bovine, il faut que des éleveurs et producteurs puissent créer des unités de production de bovins. J'ai dit aussi que nous travaillons sur les bio-pesticides.

Si nous voulons avoir des produits de qualité avec moins de résidus de pesticides, il va falloir essayer de valoriser des produits plus ou moins naturels. Si nous voulons augmenter le taux d'équipements tant dans la production agricole que dans la transformation des produits agricoles, nous devons commencer par maîtriser un certain nombre de procédés de mécanisation de la production et de la transformation agricole. Nous devons le faire de manière durable en tenant compte des aspects liés à notre système cultural, social, économique et à notre environnement tout en considérant les techniques et les technologies innovantes.



**Développer et  
Diffuser  
les Technologies  
pour booster la  
Productivité, la  
Croissance Agricole et  
Assurer la Sécurité  
Alimentaire**

**WAAPP/PPAAO**  
**PROJET TOGO**

WEST AFRICA AGRICULTURAL PRODUCTIVITY PROGRAMME  
PROGRAMME DE PRODUCTIVITE AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST



# L'interview

**BANGUINA Kékéou**



## **PRÉSENTEZ-NOUS LA DPA.**

La direction des pêches et de l'aquaculture (DPA) a pour mission de promouvoir le développement durable de la pêche et de l'aquaculture. Elle veille à l'application de la réglementation en matière des pêches et de l'aquaculture et définit des objectifs de production halieutiques et les moyens de les réaliser en concertation avec les acteurs du monde rural.

Nous contribuons à l'élaboration des accords du Togo avec ses partenaires en matière des pêches et de l'aquaculture et nous veillons à leur respect. Nous participons au contrôle des études agro-économiques du sous-secteur et nous assurons le suivi des activités et la diffusion des informations relatives à la pêche et à l'aquaculture. Nous contribuons aussi à l'élaboration et au suivi-évaluation de l'application de toutes les mesures de conservation, de protection et d'aménagement des pêches. La DPA élabore et applique en concertation avec les structures chargées de la gestion des ressources en eau, les textes législatifs et réglementaires en matière de gestion

des ressources halieutiques. Elle assure le contrôle technique des embarcations et navires de pêche, des sites de débarquement et des établissements aquacoles. Nous contribuons à la protection et à la conservation des écosystèmes aquatiques.

## **QUELS SONT VOS OBJECTIFS ?**

De manière générale, *nous allons développer un environnement cohérent favorable au développement de la pêche et de l'aquaculture et améliorer les infrastructures piscicoles pour booster les productions halieutiques.*

De manière spécifique, la DPA tient, grâce à l'appui du PPAAO, à augmenter le volume de la production piscicole en rendant plus disponible et accessible la provende aquacole. C'est pourquoi nous avons décidé de faire une étude sur les intrants de la provende aquacole.

## **QUELLE EST L'IMPORTANCE DES SOUS SECTEURS PÊCHE ET PISCICULTURE AU TOGO ?**

Le rôle des sous secteurs pêche et aquaculture est déterminant dans le développement socio-économique au Togo. En terme d'emploi, les effectifs des acteurs professionnels des filières pêche et pisciculture sont respectivement plus de 22 000 et de 500. Au cours des dix der-

nières années, la pêche et la pisciculture sont intervenues pour 3,6% dans le PIB agricole.

Le taux de couverture de la consommation nationale est inférieur à 50%. Les captures nationales en pêche maritime artisanale représentent en valeurs 3,5 à 4 milliards de F.CFA en moyenne au cours des dix dernières années.

Je précise que la production halieutique nationale annuelle est d'environ 25.000 tonnes couvrant ainsi moins de la moitié des besoins de la population en produits halieutiques estimés à plus de 70.000 tonnes par an. Le pays est ainsi tributaire de l'extérieur pour couvrir ses besoins en protéine d'origine halieutique en important annuellement 30.000 à 40.000 tonnes de poissons.

## **QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS RENCONTREZ DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE VOTRE MISSION ?**

Il y a par exemple l'insuffisance de véhicules et de moyens logistiques, l'état défectueux des bâtiments, l'insuffisance de cadres qualifiés, l'insuffisance d'agents d'appui, le manque d'organisation des acteurs de la filière halieutique. Par ailleurs, je puis dire que la contrainte majeure à l'émergence de la pisciculture dans les pays en développement, est le coût de l'alimentation.

**QUELLES SONT LES SOLUTIONS ACTUELLES OU ENVISAGÉES POUR APLANIR CES DIFFICULTÉS ?**

Une stratégie Nationale de Développement Durable de l'Aquaculture (PNDDA) assorti d'un Plan National de Développement Durable de l'aquaculture a été élaborée avec l'appui technique et financier de la FAO. Des initiatives sont prises avec l'ICAT et la DPCA pour stimuler la formation des coopératives et l'émergence d'une seule structure représen-

tative des acteurs vis-à-vis de l'administration. Des projets de renforcement des capacités sont initiés et pourront permettre de remédier aux difficultés de la direction.

**QUELLES SONT VOS PERSPECTIVES ?**

*Nous envisageons de renforcer la DPA en ressources humaines et en moyens matériels. Nous mettrons en place un système de suivi par un contrôle statistique des activités de pêche et de l'aquaculture.*

Nous comptons poursuivre et renforcer la lutte contre la pêche INN. Nous allons poursuivre les enquêtes d'identification des sites piscicoles. Nous tenons à l'élaboration et la mise en application de nouveaux textes juridiques relatifs à la pêche et à l'aquaculture. Nous fournirons un appui technique aux pisciculteurs dans la mise en place des étangs piscicoles et la gestion des exploitations. Nous comptons rendre disponibles et accessibles les provendes aquacoles.

# L'interview

*L'utilisation des semences améliorées dans nos systèmes d'exploitation agricole permettra d'augmenter substantiellement les productions et de transformer notre agriculture de subsistance en une véritable économie de marché compétitive et prospère.*

*ESSIOMLE Komi .*



*ESSIOMLE Komi est un jeune cadre pétillant de vigueur intellectuelle, actuellement chef division à la direction des semences au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche au Togo. Quand il est convaincu de la pertinence de ses idées, il se donne tous arguments possibles pour tirer son épingle du jeu.*

**PRÉSENTEZ-NOUS VOTRE DIRECTION ?**

La Direction des semences est une direction centrale du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Elle est la structure officielle en charge du contrôle de la qualité et de la certification des semences. Il faut dire qu'en matière de production des semences, il y a deux contrôles : le contrôle au champ qui est effectué par des agents assermentés qu'on appelle des inspecteurs semenciers. On a actuellement 12 inspecteurs semenciers répartis dans toutes les

régions économiques du pays dont 2 dans la région maritime, 4 dans la région des plateaux, 2 dans la région centrale, 2 dans la région de la Kara et 2 dans la région des savanes. Ces inspecteurs ont pour rôle principal d'inspecter les parcelles semencières en vue de disposer des semences de qualité. Ensuite, nous avons le contrôle au laboratoire qui constitue en fait la dernière phase du processus de certification. Ce passage au laboratoire, des semences permet de savoir si ces dernières sont de

bonne qualité à travers la mesure de certains paramètres comme le taux de germination, le taux d'humidité, la pureté spécifique, le poids de 1000 grains et j'en passe. A la fin du processus, un certificat de qualité est délivré aux producteurs semenciers dont les semences respectent les normes de qualité.

#### **QUELS SONT VOS OBJECTIFS POUR CETTE ANNÉE 2013 ?**

En termes d'objectifs, la Direction des semences espère élargir l'éventail des semenciers formés. A cet effet, il est prévu avec l'appui du PPAAO, la formation de 80 productrices cette année en techniques de production et de conditionnement des semences. Des visites d'échanges sont également prévues et vont inclure environ 120 producteurs semenciers qui visiteront des semenciers qui excellent dans le sous-secteur.

#### **QUEL EST L'INTÉRÊT POUR VOUS**

#### **D'ÊTRE ASSOCIÉ À CETTE RETRAITE ?**

Cette retraite est très capitale car cela nous permettra d'être mieux outillés pour l'élaboration des termes de référence à soumettre aux principaux bailleurs en l'occurrence la banque mondiale qui finance les activités du PPAAO.

#### **QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS RENCONTREZ DANS LA MISE EN ŒUVRE DE VOS ACTIVITÉS ?**

Les difficultés phares sont relatives au retard qu'il y a dans l'adoption des textes juridiques et réglementaires relatifs au sous secteur des semences et à la faible organisation des producteurs semenciers. Ce retard dans l'adoption des textes constitue une entrave majeure à la répression de la fraude dans le sous-secteur.

#### **QUE FAUT-IL FAIRE POUR Y REMÉDIER ?**

Premièrement, *il faut l'adoption*

*dans un bref délai des textes régissant les activités semencières dans notre pays.* Ensuite, on doit mettre l'accent sur *la sensibilisation et la promotion de l'utilisation des semences améliorées parce que le taux d'adoption des semences améliorées est très bas dans notre pays.* Les paysans continuent de pratiquer la sélection massale et font toujours des prélèvements sur leurs récoltes lors des semailles. Or comme vous le savez toutes les semences de ferme ne donnent pas de bon rendement.

*Seule l'utilisation des semences améliorées dans nos systèmes d'exploitation agricole permettra d'augmenter substantiellement les productions et de transformer notre agriculture de subsistance en des entreprises agroalimentaires compétitives pour bâtir une véritable économie de marché.*





« Je déplore la manière dont les producteurs agricoles adoptent les technologies. Les itinéraires ne sont pas respectés aussi bien concernant les cultures de rente qui apportent des devises que dans le cas des cultures vivrières qui assurent l'alimentation. Jusqu'à présent, ce qui a prévalu c'est l'augmentation de la surface exploitée et non le rendement alors que cela devrait être l'inverse ».

**Dr. KPEMOUA Kossi Essotina**

*Chercheur en phytopathologie et biotechnologie à l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA), Dr. KPEMOUA Kossi Essotina est directeur du Centre de Recherche Agronomique Savane Sèche de l'ITRA basé à Kara. Il est le point focal du PPAAO Projet Togo à l'ITRA.*

**PRÉSENTEZ-NOUS VOTRE STRUCTURE.**

L'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) a pour attribution la mise au point des technologies agricoles et leur transmission pour la vulgarisation afin qu'elles parviennent aux producteurs. L'ITRA a aussi pour tâche d'accompagner les pouvoirs publics dans la prise des décisions qui concernent l'agriculture. Lorsqu'il y a des préoccupations agricoles, l'ITRA contribue à trouver des solutions idoines. Il a pour tâche aussi de former les jeunes qui y viennent faire leur stage. Notre crédo, c'est d'assurer les bases technologiques d'un développement agricole du-

nable.

**COMBIEN DE JEUNES AVEZ-VOUS FORMÉ À CE JOUR ?**

Ils sont nombreux. Depuis la création de l'Institut, je dirai qu'il y a plus d'une centaine. En fait nous recevons des stagiaires de diverses catégories. Il y en a parmi eux qui préparent des diplômes d'ingénieur agricole, de maîtrise, de BTS, etc. Je dois dire aussi que la durée de leurs stages varie également en fonction de leurs besoins. Certains parmi eux sont intégrés à notre équipe pour servir dans des programmes de recherche après l'obtention de leurs diplômes.

« Cette retraite qu'organise le PPAAO vient à point nommé puisqu'elle nous facilite la préparation et la finalisation de nos documents de travail, en particulier les termes de référence de nos activités.

C'est une initiative géniale et

concrète qui contribue au renforcement de nos capacités ».

**QUEL EST L'INTÉRÊT POUR VOUS D'ÊTRE ASSOCIÉ À CETTE RETRAITE ?**

Le PPAAO et l'ITRA ont un objectif commun : il s'agit de l'amélioration de la productivité agricole au Togo. Cette retraite qu'organise le PPAAO vient à point nommé puisqu'elle nous facilite la préparation et la finalisation de nos documents de travail, en particulier les termes de référence de nos activités. C'est une initiative géniale et concrète qui contribue au renforcement de nos capacités. Il y a des technologies à générer et à améliorer. Nous avons une douzaine d'activités à réaliser cette année. Il nous faut réfléchir sur comment mettre au point la production des semences de base qui seront utilisées pendant la campagne agricole prochaine. Nous devons réfléchir également sur comment nous allons produire un certain nombre de géniteurs d'ovins et de

caprins. L'expérimentation des plateformes d'innovation nous incombe également. Ceci implique des chaînes de production qui tournent autour de plusieurs technologies. Il s'agit par exemple de réunir autour d'une variété tous les acteurs dans une approche synergique et évolutive, de la production jusqu'à la consommation en passant par la transformation afin de valoriser tous les acquis. Lorsque nous générons les technologies, nous devons aussi savoir par quelles voies ces technologies pourront être mieux adoptées.

**QUELLES SONT LES ACTIVITÉS EN VUE À L'ITRA POUR LE COMPTE DE CETTE ANNÉE?**

Je voudrais d'abord rappeler que le PPAAO a quatre spéculations pour son programme au Togo. Il s'agit du maïs, du riz, la volaille et les petits ruminants. En dehors des semences de base (le riz et le maïs), il y a aussi les géniteurs d'ovins et de caprins que nous allons produire. Nous avons aussi cinq nouvelles variétés de maïs et de riz que nous allons tester dans les différentes zones écologiques du pays de manière à connaître leurs potentialités et leurs performances avant de les proposer pour la vulgarisation. Cela concerne les tests de technologies dans les différentes régions. Nous sommes préoccupés par la mise en place et l'animation des plateformes d'innovation. Il y a au total onze plateformes d'innovation qui vont toucher les quatre spéculations. Selon la région concernée, il y a parfois trois ou quatre plateformes selon les besoins. C'est une série d'activités qui méritent d'avoir des termes de référence qui vont nous permettre d'avancer. Nous avons également

les activités relatives à la formation des chercheurs à l'ITRA. Il y a des formations diplômantes tels que le doctorat, le PhD, les masters, les licences professionnelles, etc. Nous avons aussi les formations de renforcement de capacités. Elles sont souvent de courte durée et permettent aux bénéficiaires d'acquérir des connaissances spécifiques pour améliorer leurs activités professionnelles.

Lorsque j'ai parlé des tests de technologies, il s'agit des variétés à tester qui sont parfois issues de nos activités sur le terrain aussi bien concernant le riz que le maïs. Mais ces variétés peuvent provenir d'autres pays de la sous-région ouest africaine couverts par le PPAAO. Nous comptons essayer de voir avec le Mali (possède un centre de spécialisation du riz), le Burkina, et le Bénin en particulier pour le maïs. Mais nous allons également contacter d'autres institutions pour avoir d'autres technologies. Il y a souvent de mauvaises surprises. Par exemple, une variété qui s'est révélée bonne à l'extérieur peut présenter des complications au niveau national après une période d'un an d'expérimentation. Lorsqu'une variété est sensible à une maladie dans un pays, cela devient un problème de phytopathologie et pour arrêter cela, ce n'est pas souvent facile. C'est pourquoi, il est bon que la recherche soit bien approfondie par des tests quelle que soit la variété et la provenance. C'est l'occasion pour rappeler que si un citoyen togolais ramène de l'étranger une variété, il est important qu'il contacte l'ITRA ou même l'ICAT. Nous sommes disposés pour travailler avec ce dernier pour tester cette spéculation. Il en est de même pour le matériel animal parce qu'on peut aller dans

un marché lointain et ramener un animal qui héberge un certain nombre de microbes qui peuvent se développer par la suite et détruire tout le cheptel. Cela pose un problème également. Vous voyez sans doute que nous avons beaucoup à faire.

**QUELLE EST VOTRE STRATÉGIE DE VULGARISATION ?**

Lorsqu'il y a une information clé par exemple, nous nous appuyons sur l'ICAT qui est plus habileté à relayer l'information. L'ITRA ne peut pas faire passer une information au niveau communautaire sans passer par l'ICAT qui représente une importante courroie de transmission dans notre système d'intervention. Je ne vois pas comment on peut rassembler un groupement ou une coopérative de producteurs dans un village sans recourir au service de l'ICAT qui maîtrise mieux la sociologie du milieu.

**QUELS SONT VOS OBJECTIFS POUR CETTE ANNÉE 2013 ?**

Nous projetons de produire 40 tonnes de maïs toutes variétés confondues, 15 tonnes de riz et nous comptons mettre à disposition 250 béliers géniteurs et 40 boucs pour les caprins. Je vous ai parlé également des plateformes d'innovation qui portent sur nos quatre spéculations dont je vous ai parlé tantôt. Nous avons identifié une dizaine de plateformes. Pour la volaille, nous allons mettre en place deux plateformes sur la pintade. Cela aura lieu certainement dans la région de la Kara et des Savanes où l'élevage des pintades est assez considérable. Nous comptons former cinq doctorants, dix chercheurs qui vont suivre

une formation continue, et sept à huit masters. Nous envisageons de faire des tests sur cinq variétés sur le maïs et cinq autres sur le riz. Nous espérons qu'au moins trois de chacune de ces variétés seront bonnes au terme des tests. Pour les avoir choisis parmi tant d'autres variétés, nous sommes optimistes quant à la qualité des résultats attendus.

*COMMENT ÊTES-VOUS PARVENUS À SÉLECTIONNER LES QUATRE SPÉCULATIONS ?*

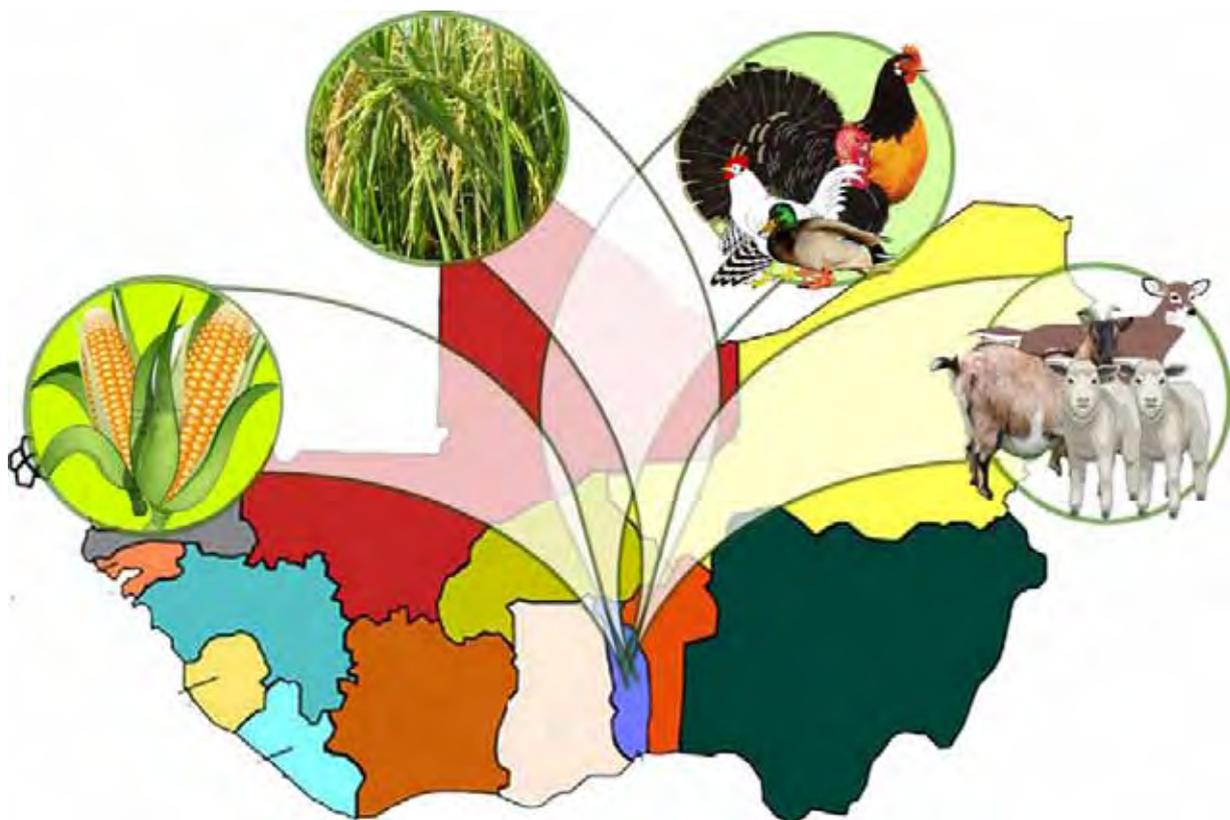
Vous savez, en toute chose, il faut commencer quelque part. Au Togo, le riz et le maïs font partie des céréales les plus consommées. La volaille est une des spéculations animales qui se retrouvent sur toute l'étendue du territoire national. Mais nous ne nous limitons pas à ces quatre spéculations à l'ITRA. Nous travaillons aussi sur plusieurs spéculations en production végétale et animale. Il y a le sorgho par exemple qui est la deuxième céréale la plus consommée au Togo. C'est pourquoi j'es-

time que le choix n'est pas arbitraire. Il est plutôt objectif mais il n'est pas limité.

*QUELLES SONT VOS CRAINTES AU SUJET DE L'ADOPTION DES TECHNOLOGIES PAR LES PRODUCTEURS AGRICOLES ?*

Je déplore la manière dont les producteurs agricoles adoptent les technologies. Les itinéraires ne sont pas respectés aussi bien concernant les cultures de rente qui apportent des devises que sur les cultures vivrières qui assurent l'alimentation. Jusqu'à présent, ce qui a prévalu c'est l'augmentation de la surface exploitée et non le rendement alors que cela devrait être l'inverse. Par exemple pour certaines variétés de maïs, on passe de six à deux tonnes à l'hectare. C'est une vraie préoccupation. Il est vrai il y a eu des séminaires, mais nous devons nous asseoir pour nous poser la question de savoir qu'est-ce qui n'a pas marché. Certes l'ICAT fait son travail mais je pense que nous devons revoir le mode de

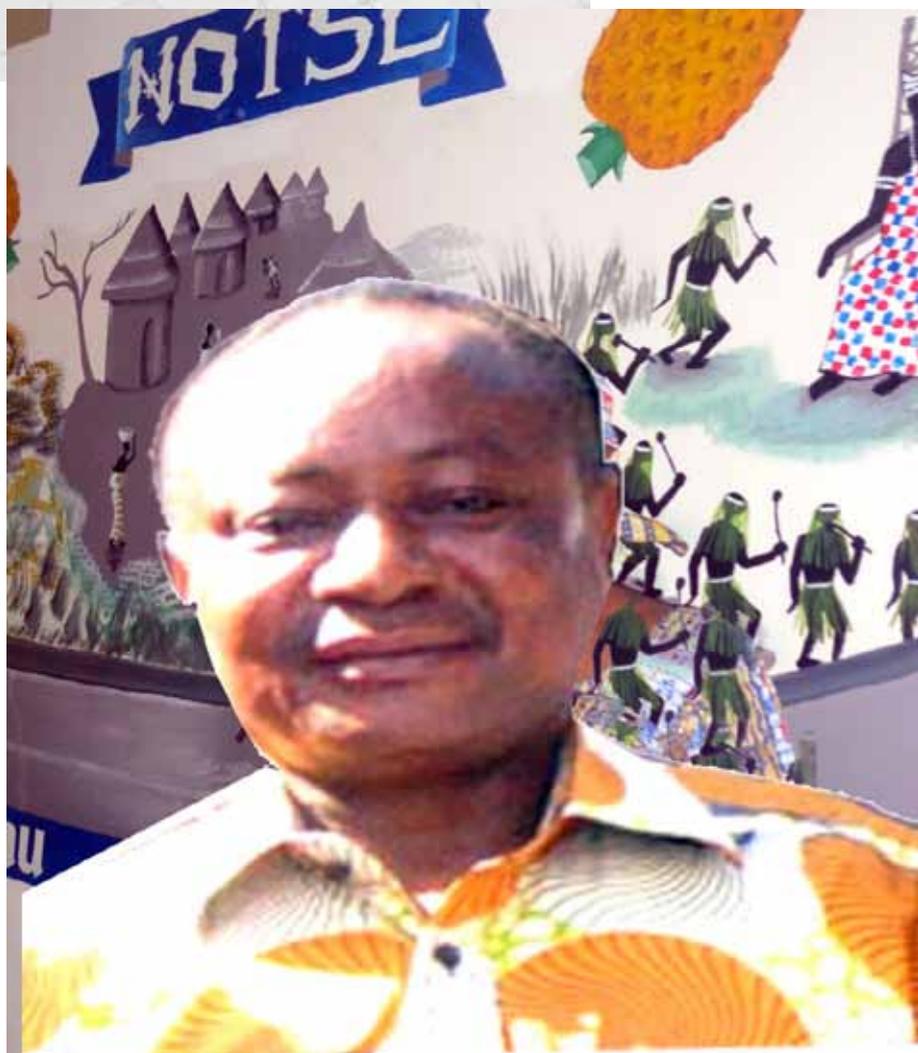
fonctionnement au niveau communautaire. Il y a un appel à lancer au niveau national. Le mode d'organisation administrative doit être pris en compte pour améliorer l'organisation au niveau local. Par exemple dans l'organisation locale, il n'y a personne qui soit responsabilisée pour les questions agricoles. Autant nous avons des directions régionales, autant il nous faut doter l'administration locale de spécialistes qualifiés dans le domaine agricole. C'est une préoccupation particulière qui me tient à cœur. C'est bon que l'Etat soit préoccupé par la mécanisation, mais les acteurs et les bénéficiaires au niveau local ne sont pas encore bien organisés. Par exemple, ils sont incapables de dire aujourd'hui, voilà nous avons tel montant, nous souhaiterons acheter un tracteur. Chacun veut agir replié sur lui-même alors que cette approche fragilise leur efficacité. J'insiste sur le besoin de mieux organiser les paysans producteurs et transformateurs agricoles en milieu rural.





« Le PPAO œuvre en fait pour que les technologies ne soient pas mises dans les tiroirs mais qu'elles soient diffusées afin que les producteurs s'en servent pour améliorer et accroître leur production agricole ».

Ambroise Kokor FANTCHEDE



**I**ngénieur agroéconomiste et directeur d'appui opérationnel à l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) au Togo, Ambroise Kokor FANTCHEDE totalise vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine de l'ingénierie agricole. Ses domaines d'expertise regroupent la vulgarisation et le conseil agricole, la formation en approche dans les champs écoles d'agriculture et d'unité d'élevage. Dans cette interview, il expose les objectifs fixés pour la campagne 2013, tout en abordant les enjeux, les contraintes et les opportunités

*inhérentes à une meilleure exploitation des potentialités agricoles du Togo.*

#### **QUELS SONT VOS OBJECTIFS CHIFFRÉS POUR CETTE ANNÉE ?**

Nous avons à réaliser des formations au profit de 330 conseillers agricoles, 110 techniciens spécialisés, 32 chefs d'agence agricole et au niveau régional, nous formerons environ 80 chefs service en vulgarisation, l'appui au développement coopératif, le suivi évaluation et la gestion comptable. Concernant les voyages d'études, on peut estimer

le nombre à 30 participants. Nous aurons 15 vulgarisateurs qui seront en formation continue. Un vulgarisateur sera identifié pour faire un doctorat.

Nous aurons à travailler avec environ 75 producteurs sur la nouvelle canne fabriquée au Togo. Pour la promotion des trois autres technologies, nous aurons à installer 30 champs écoles producteurs qui vont regrouper 600 producteurs qui seront touchés par l'apprentissage participatif de ces champs écoles en vue de la promotion et de l'appropriation de ces technologies que nous aurons à mettre à leur disposition. Pour ce qui concerne le programme de productivité améliorée, l'ICAT aura à identifier 15000 producteurs et leur fournira l'appui conseil de proximité pour la valorisation de cet intrant. 1000 producteurs seront retenus parmi eux pour être des producteurs vitrines qui joueront le rôle de relai pour sensibiliser leurs pairs sur l'importance de l'utilisation des semences améliorées. Il faut dire aujourd'hui que nul n'ignore l'importance de cet intrant qu'est la semence améliorée.

Quand il faut l'utiliser, il faut l'accompagner de la maîtrise de l'utilisation des engrais, la maîtrise de la gestion intégrée de la fertilité des sols pour qu'à terme nous puissions avoir un rendement amélioré.

ré et un produit de bonne qualité. L'ICAT est là pour accompagner tous ces producteurs. Tels sont en termes chiffrés, les objectifs que nous aurons à réaliser pendant cette campagne agricole 2013.

### *QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS RENCONTREZ DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE VOTRE MISSION ?*

Les difficultés ne peuvent pas être occultées. En matière de vulgarisation, il faut assurer la mobilité de l'agent vulgarisateur. Il doit être en contact permanent avec les producteurs. Tout en donnant le conseil agricole, il faut que l'agent vulgarisateur renforce ses capacités et qu'il soit doté du matériel nécessaire pour bien faire son travail.

Grâce à la composante 2 du PPAAO, le Togo a opté pour le renforcement des capacités des structures de vulgarisation et de recherche. L'ICAT aura à bénéficier de motos, de véhicule et de kits dont l'agent vulgarisateur a besoin.

Il y a aussi l'insuffisance de personnel. Le conseiller agricole a une charge de travail qui ne lui permet pas de toucher un grand nombre de producteurs. C'est pourquoi, nous adoptons l'option des champs écoles où des producteurs se retrouvent au niveau d'une parcelle, au niveau d'une unité d'élevage pour échanger sous la facilitation de l'agent vulgarisateur et en retour, ils vont dans leurs champs et unités d'exploitation pour appliquer ce qu'ils ont appris dans les champs écoles. Après cette étape d'apprentissage en groupe, l'agent vulgarisateur doit faire un suivi de terrain pour assurer le conseil agricole en allant voir comment les leçons apprises sont mises en application. Quand le nombre va

être grand, il ne pourra pas les atteindre.

C'est pourquoi, il est important pour nous de penser à d'autres stratégies qui pourront permettre aux producteurs d'être touchés par les messages de vulgarisation. Grâce aux fiches techniques, les posters, la production des émissions radiophoniques, nous espérons que beaucoup de producteurs seront touchés. Grâce à l'appui du PPAAO, l'ICAT réhabilite les centres de formation, les salles de réunion et assure leur dotation en équipements pour cette campagne, ce qui permettra de renforcer les capacités des agents vulgarisateurs. Je dois dire que les agents vulgarisateurs sont de plus en plus vieillissants et nous avons besoin de les remplacer.

### *QUELLE PLACE OCCUPE LE VOLET GENRE DANS VOS ACTIVITÉS ?*

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas marginaliser une couche socioprofessionnelle de la communauté villageoise avec laquelle nous travaillons. Avec le PADAT, il a été formellement retenu que parmi l'effectif que nous allons appuyer, qu'il y ait au moins 35% de femmes. Dans nos actions, nous privilégions cette dimension afin que les femmes soient bénéficiaires de ces actions. Nous avons aussi des conseillères agricoles qui travaillent sur le terrain et qui ont la propension de travailler avec les femmes. Au niveau du personnel de terrain, nous veillons à ce que cet effectif soit renforcé pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans nos activités.

De même, nous nous efforçons dans nos messages de sensibilisation à encourager les femmes à s'impliquer dans ces activités de vulgarisation. Dans certaines

contrées, les femmes prennent la parole et participent aux activités. Par contre dans d'autres milieux, compte tenu des réalités culturelles, les femmes se réservent. Mais je dois dire que tout dépend aussi de comment le vulgarisateur appréhende son travail. En somme, il est important que le personnel au niveau de la base soit composé de femmes afin de développer cette dynamique.

### *COMMENT APPRÉCIEZ-VOUS LE TRAVAIL DU PPAAO ?*

Je dois d'abord dire qu'à partir du diagnostic qui a été fait, beaucoup de technologies existent mais elles ne sont pas disséminées. Le PPAAO a le mérite de mettre en commun les chercheurs, les vulgarisateurs, les producteurs pour retenir les technologies qui seront éprouvées et qu'on pourra disséminer. Le PPAAO essaye d'éviter la duplication inutile. Si une technologie a fait ses preuves, il faut que ceux qui n'ont pas eu cette technologie se renseignent à ce sujet.

C'est pourquoi je parlais tantôt des visites d'études et du programme de mobilité qui permettront aux ressources humaines d'aller apprendre ce qui se fait de bien dans ces centres en vue de les adapter au contexte de notre pays. C'est une dynamique novatrice et salubre pour l'ensemble de l'agriculture des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Le PPAAO œuvre en fait pour que les technologies ne soient pas mises dans les tiroirs mais qu'elles soient diffusées afin que les producteurs s'en servent pour développer leurs activités.



# MISSION DE SUPERVISION DE LA BANQUE MONDIALE AU TOGO

**C**onformément aux conclusions de la première mission de supervision conjointe (Gouvernement, Banque Mondiale et FIDA) conduite en septembre 2012 et suite aux discussions tenues avec les services du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, la deuxième mission de supervision conjointe des projets du secteur agricole aura lieu au Togo, du 15 au 26 avril 2013.

*L'objectif de cette mission est de faire le point de l'état de mise en œuvre des projets du PNIASA financés par la Banque Mondiale. Il s'agit du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA), le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture du Togo (PADAT) et le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO -Togo).*

La mission examinera les progrès réalisés dans la conduite des composantes des projets et les résultats obtenus pour l'atteinte de leurs objectifs de développement. La mission fournira une assistance technique pour la programmation et la mise en œuvre des activités de la deuxième année en vue d'améliorer les performances des projets. De manière spécifique, la mission veillera à :

**1- Mesurer la réalisation des résultats des trois projets grâce à des visites de terrain;**

**Hervé ASSAH**  
Représentant Résident de la Banque Mondiale au Togo



**2-Evaluer la mise en œuvre des activités par les institutions concernées (ministères et agences gouvernementales, SOFRECO, ONGs et autres partenaires) et les budgets qui leur sont alloués, pour les composantes et sous-composantes prioritaires ;**

**3- Convenir d'un accord avec le Gouvernement du Togo sur l'exécution des programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et Plans de Passation des Marchés (PPM) de l'année 2013 grâce à l'actualisation des feuilles de route élaborées lors de la dernière mission conjointe ;**

**4- Tenir compte des perspectives d'avenir des projets avant de procéder à leur examen à mi-parcours, en considérant l'échelonnement et la bonne programmation des besoins d'assistance technique au regard des progrès réalisés par le MAEP.**

La mission travaillera avec les équipes techniques des pro-

jets, les autorités, les acteurs techniques des composantes/sous-composantes des activités, les représentants des bénéficiaires et des prestataires de services et les partenaires au développement.

Elle formulera des recommandations opérationnelles en réponse aux contraintes identifiées, dans le but d'améliorer les performances des projets et de renforcer leurs synergies. La mission accordera un intérêt particulier aux questions relatives au niveau des décaissements pour chaque source de financement.

A l'issue de la mission, des aide-mémoires seront rédigés pour chacun des projets.

La mission sera composée d'experts en agriculture, économie, gestion financière, développement rural, passation des marchés, communication et suivi-évaluation.

Elle sera accompagnée au début par M. Abdellahi Ould Baba, Coordonnateur de la préparation du PPAAO pour la Mauritanie.

# INFORMATIONS SONORES



*Cliquez pour écouter*

**CLIQUEZ CE LIEN POUR ÉCOUTER - PATIENTEZ LE TEMPS DE CHARGEMENT DE L'ÉLÉMENT**



**RETRAITE A NOTSE - Le coordonnateur Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALI-MI fait le point de la retraite**





*Bulletin d'informations trimestriel du Programme de Productivité Agricole en  
Afrique de l'Ouest Projet Togo*

*Directeur de Publication*  
Dr. Assimiou ADOU RAHIM ALIM

*Rédacteur en Chef*  
Ibrahim O. FALOLA

*Infographiste-designer*  
Toussaint AHOMAGNON

*Publié par*  
*Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest Projet*  
*Togo*  
*Avril 2013*

**WEST AFRICA AGRICULTU-  
RAL PRODUCTIVITY PRO-  
GRAMME TOGO PROJECT**

3, avenue de Duisburg Lomé  
TOGO - Tél. +228 22 20 54 73 -  
+228 22 22 97 57  
[ppaaotogo@yahoo.fr](mailto:ppaaotogo@yahoo.fr)